

DE LA PLURALITE DES MODELES DU SOCIALISME *

Roger GARAUDY

Votre Charte Nationale du 21 mai 1961, définissant les principes de la société égyptienne, souligne que le socialisme est une nécessité pour atteindre pleinement les trois objectifs majeurs.

- de l'indépendance nationale,
- du développement économique,
- de la justice sociale,

La Charte dit, de façon explicite : "La solution socialiste au problème du sous-développement en Egypte, ne fut pas un choix ... mais elle fut imposée nécessairement par la réalité historique."

En lisant ce texte j'ai été frappé par le fait que, dans des conditions profondément différentes, à Cuba, Fidel Castro a fait exactement la même expérience. Au cours d'un entretien que j'eus avec lui, il employa la même expression : "Le socialisme, me disait-il, n'a jamais été pour nous Cubains un choix : au départ, ajoutait-il, j'étais seulement un patriote, mais au cours de la lutte, j'ai pris conscience que chaque étape de cette lutte pour la pleine indépendance nationale de mon pays exigeait un pas en avant dans la direction du socialisme".

L'expérience égyptienne est, de ce point de vue, particulièrement probante; chaque mesure tendant à limiter les possibilités de manoeuvre du capitalisme a été prise pour répondre à une mesure contre l'indépendance nationale et contre le développement économique de l'Egypte. Qu'il s'agisse de la nationalisation du Canal de Suez, qui constitua le premier noyau du secteur public, des lois d'égyptianisation des banques et des assurances,

* Cette Conférence du Professeur Roger Garaudy et celles parues dans notre numéro précédent : « L'Apport de la Civilisation Arabe à la Culture Universelle » et « Le Socialisme et l'Islam » sont publiées suivant autorisation de la Revue « Al Talia » — AL - AHRAM.

promulguées trois semaines après le retrait des agresseurs, de la fonction de "l'Organisme Economique" visant à doubler le revenu national en dix ans et à répartir plus équitablement ce revenu; qu'il s'agisse du Plan de 1960 ou des nationalisations de 1961, des limitations imposées à la propriété agricole par les réformes agraires ou au régime général des impôts élevant le taux de 25 à 50 % pour les revenus les plus importants; toutes ces mesures découlent de la même expérience fondamentale de l'impossibilité d'une voie capitaliste de développement.

— d'abord parce que les Etats capitalistes ont refusé de participer au projet de développement de l'Egypte, en retirant leur offre de financement du Haut Barrage d'Assouan, puis en essayant de reconquérir leurs privilèges par une agression armée contre Suez, ou de s'ingérer de mille manières dans les affaires intérieures de l'Egypte;

— ensuite parce que les grands capitalistes égyptiens, dans leur majorité, soit par leurs liaisons avec le capitalisme étranger, soit parce que recherchant les opérations immédiatement rentables, refusaient de prendre les risques d'une industrialisation véritable et se sont révélés incapables d'assurer l'indépendance économique et le développement du pays, de même que de répartir équitablement la plus-value créée par le travail de tout le peuple.

Lorsque le Président Nasser proclamait que "le socialisme c'est essentiellement le contrôle des moyens de production par le peuple", il dégagait le principe fondamental du socialisme et retrouvait la grande tradition de Lénine disant que le socialisme n'est pas seulement la gestion de la vie sociale *pour* le peuple mais *par* le peuple. Le socialisme, comme la démocratie, est une création continue.

Marx a défini sans équivoque les trois exigences fondamentales du socialisme :

— propriété sociale et gestion sociale des grands moyens de production, de transport, de crédit et d'échange, par l'abolition de la propriété privée de ces moyens de production qui entraîne à la fois l'exploitation et l'aliénation de ceux qui n'ont à vendre que leur force de travail manuelle ou intellectuelle et qui demeurent exclus de la prise de décision en tous domaines;

— passage du pouvoir politique aux mains du bloc historique des travailleurs manuels et intellectuels, ouvriers et paysans qui, après avoir exercé son hégémonie dans la lutte des classes contre le capital, met fin à toute domination de classe et prépare le "dépérissement" de l'Etat, instrument de cette domination;

— création de besoins nouveaux, spécifiquement humains, et d'une culture nouvelle orientée vers le plein épanouissement de l'homme et de tout homme.

Les modèles, les voies et les formes du socialisme dépendent d'un ensemble de conditions historiques propres à chaque peuple:

— selon la *structure* sociale antérieure, le *modèle* du socialisme pourra être centralisé, au moins au départ, ou démocratique et fondé sur l'autogestion,

— suivant les *traditions politiques* propres à chaque peuple, la *forme* de ce socialisme comportera soit une pluralité de partis et des organes représentatifs, soit une démocratie directe fondée, elle aussi, sur l'autogestion,

— selon la *conjoncture* et les rapports de force à l'intérieur de la nation et sur le plan international, les *voies* du socialisme sont violentes ou pacifiques.

A — La pluralité des *modèles* découle de la structure économique et sociale de chaque pays.

Evitons d'abord une confusion verbale. Un "modèle", traditionnellement, c'est ce qui, en raison de ses perfections, sert ou doit servir d'exemple, comme on dit : les petites filles modèles ! Bien entendu, ce n'est pas en ce sens que nous employons ici le terme. La cybernétique a donné à ce mot un autre contenu qui n'implique aucun jugement de valeur : le modèle n'est plus ce que l'on propose à l'admiration ou à l'imitation de tous; on appelle modèle d'un mécanisme, d'un organisme ou d'une fonction, un système artificiel comportant certaines analogies avec le système donné et ayant pour but de faire apparaître d'autres analogies. L'on distingue généralement deux sortes de "modèles" : des modèles *physiques*, dont les organes sont des systèmes matériels en interaction, et des modèles *dialectiques*, constitués par la logique interne de l'original, décrite dans un langage mathématique ou conceptuel.

La pluralité des "modèles" ne met nullement en cause l'objectif fondamental du socialisme. Elle découle seulement de la diversité des degrés de développement économique et social atteint par chaque peuple au moment où il aborde la construction du socialisme.

Marx ne pouvait concevoir qu'un modèle : celui d'un système socialiste succédant immédiatement à un capitalisme parvenu à son plein épanouissement et à sa décadence. Un demi siècle plus tard Lénine était affronté à un problème nouveau : celui de la possibilité du passage direct de sociétés féodales (en Asie par exemple) au socialisme. Dans de telles sociétés, soulignait Lénine, "le prolétariat industriel n'existe presque pas". Il ajoutait : "l'idée de l'organisation soviétique est simple : elle peut être appliquée non seulement dans le cadre de rapports prolétariens mais également dans celui de rapports paysans, de caractère féodal ou semi-féodal", et il préconisait la formation de soviets purement "paysans"⁽¹⁾. Il précisait même que non seulement l'Etat devait être conçu différemment (puisque la classe accédant au pouvoir n'était plus, dans sa masse, un prolétariat industriel mais une paysannerie féodale), mais qu'il fallait "adapter tant les institutions soviétiques que le Parti communiste (sa composition, ses tâches propres) au niveau des sociétés paysannes de l'Orient colonial"⁽²⁾.

Le modèle dépend donc de la structure économique et sociale du système à partir duquel se construit le socialisme. Il découle de là que d'autres modèles que ceux qui sont actuellement réalisés sont concevables : en Afrique noire, dans des sociétés où le tribalisme joue un rôle important jusqu'à la construction du socialisme, des modèles nouveaux doivent être élaborés. Cela est évident pour un pays comme l'Egypte qui, avant 1952, présentait des caractères spécifiques : bien qu'il y subsistait, dans les rapports de production, entre fellahs et grands propriétaires terriens, et dans la conscience même, des survivances féodales, c'était un pays entré dans l'orbite de l'économie capitaliste, avec prédominance de la production pour le marché et du travail salaire. Cette économie était fortement marquée par les struc-

1. Lénine. *Oeuvres*, t. XXXI, p. 250-251.

2. Lénine. *Oeuvres*, t. 41, 5ème édition russe, p. 457.

tures coloniales. Enfin, du point de vue de sa culture, l'Islam a donné des formes spécifiques à sa vie spirituelle comme à sa vie sociale. La nécessité d'un modèle spécifique et autochtone du socialisme est donc particulièrement évidente dans ce pays.

Pour éviter toute interprétation dogmatique de la notion de "modèle" nous ajouterons trois remarques :

1. Cette classification sommaire, fondée sur les degrés de développement de chaque pays, demeure pour une large part empirique, du fait qu'*aucun modèle n'a été réalisé à l'état pur* mais à travers de multiples déformations historiques. Il est donc très difficile, par exemple, dans les principaux "modèles" : ceux où le socialisme a été construit à partir de structures capitalistes plus ou moins développées (l'Union Soviétique ou la Yougoslavie par exemple) ou ceux où il a été construit à partir de structures féodales pour l'essentiel avec des survivances de ce que Marx appelait : le mode de production asiatique, (comme la Chine), ou coloniales (le Viet Nam) ou semi-coloniales (Cuba), de discerner, en chaque cas, ce qui découle fondamentalement de la structure économique et sociale antérieure, et ce qui est le produit de l'histoire ou de la conjoncture. La nécessaire étude scientifique des modèles ne pourra se faire que sur la base d'une recherche comparative à partir d'une série de monographies sur les diverses formes historiquement réalisées de chaque modèle. Nos réflexions sur le principe d'une classification des modèles à partir des structures antérieures ne prétend donc nullement résoudre un problème, mais en poser un. Elles ébauchent une hypothèse de travail qui peut avoir une valeur "opératoire" pour l'élaboration des modèles propres à chaque pays.

2. Cette hypothèse de travail : celle du rapport entre la structure économique-sociale de départ et le modèle du socialisme n'implique pas un *déterminisme mécanique*. Telle structure sociale crée des conditions favorables à la réalisation de tel modèle plutôt que de tel autre. Mais il serait absurde (et contraire aux principes mêmes du marxisme) de conclure à une sorte de "prédestination", comme si l'histoire était déjà écrite sans les hommes qui la font. L'exemple même de Lénine nous montre comment, dans un même pays, des formules successives ont été envisagées et essayées.

3. Enfin la pluralité des modèles, du fait même qu'elle se fonde sur la diversité des structures sociales antérieures, a nécessairement *un caractère historique, provisoire.*

B.— La pluralité des *voies* de passage au socialisme, ne découle pas de la structure antérieure, mais de la *conjoncture* intérieure ou extérieure au moment où s'effectue le passage. Que cette voie soit violente ou pacifique, cela dépend, dans une très large mesure, du rapport des forces. Dire, par exemple, qu'un passage pacifique au socialisme est possible, cela ne signifie nullement que l'on nourrit l'illusion que les classes dominantes abandonneront le pouvoir de bon gré : de même que, parlant de co-existence pacifique, nous ne croyons pas que l'impérialisme a changé de nature, mais simplement qu'il peut se créer un rapport de forces où il n'ait plus le pouvoir de résoudre par la guerre ses contradictions, de même nous pensons que la classe dominante, sans changer de nature, peut se trouver dans une situation telle (isolement des monopoles dans la nation et union profonde contre eux de larges couches populaires, impossibilité — dans un certain rapport mondial des forces — d'obtenir l'appui de la contre-révolution extérieure) qu'elle ne puisse recourir à la violence armée et soit contrainte à la capitulation.

Il convient de rappeler aussi ce qu'est une révolution. La révolution ne se définit nullement par la violence, mais d'abord par un changement dans les rapports de production : par exemple le passage du féodalisme au capitalisme dans la révolution bourgeoise ou d'un régime d'exploitation de classe à un régime de propriété sociale des moyens de production dans la révolution socialiste.

Les deux possibilités, violente ou pacifique, sont donc toujours ouvertes, et leur actualisation dépend de la conjoncture. Il est parfaitement concevable, par exemple, que dans plusieurs pays d'Amérique Latine la lutte armée soit la seule voie possible en face de régimes imposant aux masses, par la terreur des forces militaires, un régime d'exploitation féodale et d'oppression semi-coloniale de la part des Etats-Unis. Que les conditions géographiques, telles que d'immenses forêts difficilement pénétra-

bles ou des montagnes qui limitent l'emploi du matériel et des armes modernes, rendent plus efficace encore une guerilla, combinée avec un mouvement de masse, cela est parfaitement concevable.

Il faut aussi prévoir que, même après la prise du pouvoir dans un pays occidental "le nouveau pouvoir politique des travailleurs ait à défendre l'oeuvre d'édification socialiste... contre les entreprises des anciennes classes exploiteuses tendant à restaurer le capitalisme et leur propre domination."

C — La pluralité des *formes* du socialisme n'est pas liée seulement à la structure antérieure et à la conjoncture intérieure ou extérieure, mais *aux traditions historiques nationales*, politiques et spirituelles, de chaque peuple. Pour ne retenir que des exemples simples il est évident que dans des pays de vieille tradition représentative, comme l'Angleterre ou la France, le Parlement et le régime des partis pourront, sous des formes nouvelles, jouer un rôle qu'ils ne pouvaient évidemment pas jouer dans des pays comme la Russie ou la Chine où n'a jamais fonctionné un véritable système parlementaire, puisqu'il n'y avait pas eu d'implantation solide et de longue organisation politique d'une révolution bourgeoise comme cela s'est produit en Angleterre ou en France. Il en est de même de l'empreinte des traditions de la culture ou de la spiritualité : les problèmes des rapports de l'individu et de la société ou *des stimulants au travail*, par exemple, ne peuvent pas se poser de la même manière dans des pays où l'individualisme est devenu, comme en Europe depuis la Renaissance ou aux Etats-Unis, le caractère dominant de la culture, de la morale et de la religion même, et dans un pays comme la Chine où la formation confucéenne et les conséquences non seulement politiques mais morales et intellectuelles des survivances du féodalisme, du mode de production asiatique et du mode de vie qui y est lié, ont créé un autre climat humain.

Nous avons, dans la précédente conférence, proposé des remarques semblables en ce qui concerne l'Islam.

Cette distinction des modèles, des voies et des formes du socialisme n'a donc nullement un caractère scolastique : elle permet de hiérarchiser les niveaux en distinguant dans chaque cas particulier ce qui tient à la structure sociale antérieure, aux tra-

ditions nationales et à la conjoncture; elle permet par là même de combattre le dogmatisme de ceux qui, ne concevant qu'un seul modèle, appliquent une "grille" unique pour fonder leur jugement sur les systèmes les plus divers et pour concevoir les perspectives.

Nous avons à apprendre beaucoup de l'Union Soviétique en ce qui concerne l'application des lois universelles de la construction du socialisme. Comme l'écrivait Lénine : "L'exemple russe montre à tous les pays quelque chose de tout-à-fait essentiel de leur inévitable et prochain avenir".

Mais Lénine distinguait également avec soin ce qui, dans l'exemple de la Révolution socialiste d'Octobre, a valeur universelle et ce qui est spécifiquement russe.

D'abord parce qu'en Russie le socialisme ne s'est pas instauré, selon le schéma classique de Marx, comme dépassement d'un capitalisme parvenu à sa pleine maturité. Le génie de Lénine a su répondre avec audace aux dogmatiques, comme Kautsky, se fondant sur l'exemple de la révolution bourgeoise en France et disant qu'en Russie les conditions économiques n'étaient pas mûres et que, par conséquent, il ne fallait pas faire la révolution.

Lénine répliquait : "La pire erreur que puissent commettre des révolutionnaires est de regarder en arrière, vers les révolutions du passé, alors que la vie apporte tant d'éléments nouveaux"⁽¹⁾.

C'est en se fondant sur ce marxisme vivant, qui n'est pas un catalogue de lois économiques ou philosophiques, valables en tous temps et en tous lieux, mais la science et l'art de dégager, à partir des contradictions spécifiques d'un pays et d'une époque, le possible révolutionnaire et de l'actualiser, c'est en se fondant sur ce marxisme vivant que Lénine a ouvert la première brèche dans le système capitaliste et créa la première alternative socialiste concrète à l'impérialisme.

Lénine avait parfaitement conscience qu'il prenait ainsi un grand risque. Dans de telles conditions deux tâches allaient in-

(1) Lénine : «Introduction aux résolutions de la Conférence d'Avril 1917».

terférer : la tâche de vaincre le sous-développement et la tâche de construire le socialisme.

Et ceci d'autant plus qu'il fallait construire le socialisme tout seul, sans aide extérieure et au milieu d'un entourage capitaliste hostile, toujours prêt à détruire par le blocus économique ou même par l'agression armée, le premier pays qui venait de s'engager dans la voie du socialisme.

Ces conditions spécifiques de la Russie ont profondément marqué le modèle soviétique du socialisme; dans de telles conditions il fallait, pour vaincre, une extrême concentration des ressources et du pouvoir. C'est ainsi que s'est créé, non pour des raisons de principe, mais par suite des conditions historiques, un modèle centralisé et étatique, dont Lénine disait déjà, en décembre 1920⁽¹⁾ : "Notre Etat est un Etat ouvrier présentant une déformation bureaucratique... Notre Etat est tel aujourd'hui que le prolétariat totalement organisé doit se défendre, et nous devons utiliser ces organisations ouvrières pour défendre les ouvriers contre leur Etat, et pour que les ouvriers défendent notre Etat."

La préoccupation centrale de Lénine, dans les dernières années de sa vie, a été la lutte contre la déformation bureaucratique. En février 1921 il écrivait à un dirigeant du Plan d'Etat : "Le plus grand danger c'est de bureaucratiser à l'extrême le plan d'économie nationale. C'est un danger énorme"⁽²⁾.

Lénine voyait clairement d'où venait ce danger : il venait des conditions propres à la Russie de 1917, sans tradition démocratique homogène et supportant un lourd héritage d'arriération culturelle. « Le bas niveau culturel, écrivait Lénine, fait que les Soviets qui, d'après leur programme sont des organes de gouvernement *par* les travailleurs, sont en réalité des organes du gouvernement *pour* les travailleurs"⁽³⁾.

Il indiquait le remède contre cette aliénation : "Combattre la bureaucratie jusqu'au bout, jusqu'à la victoire complète, n'est

(1) Lénine. T. 32, p. 17 : Les Syndicats, la situation actuelle.

(2) Lénine : Lettre à Krijimánovski (Oeuvres T. 35, p. 489).

(3) Lénine : Discours au VIII^e Congrès du P.C. Mars 1919 (Oeuvres T. 29, p. 182).

possible que *si toute la population participe à la gestion du pays.*"

La première condition pour commencer à faire reculer cette aliénation, c'est de mettre fin à cette propriété privée des moyens de production, ce qui est le point de départ de la construction du socialisme.

Condition nécessaire, mais non suffisante. L'analyse de Lénine l'a montré.

Ce qui caractérise le modèle soviétique du socialisme c'est d'avoir identifié la propriété collective des moyens de production avec la propriété de l'Etat.

Or il ne découle nullement du rôle révolutionnaire de l'Etat prolétarien qu'il se transforme en gestionnaire.

La révolution socialiste implique nécessairement la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés afin, précisément, de changer radicalement les rapports de production et leur expression juridique : le droit de propriété.

La fonction révolutionnaire du nouvel Etat de classe en ce qui concerne le problème de la propriété consiste non seulement à abolir la propriété privée des moyens de production et à instituer une propriété sociale des moyens de production, indivisible et inaliénable, mais à créer les "règles du jeu" qui empêcheront leur reprimitisation soit sous forme individuelle soit sous forme de propriété de groupe qui pourrait embaucher et exploiter des salariés ou se transformer en actionnaires privés.

Si dans la fonction économique, l'Etat va au-delà de cette mutation des rapports de production et de la création de la "règle du jeu", son rôle révolutionnaire se transforme en rôle gestionnaire.

Il peut être amené à remplir ce rôle dans les premières étapes de la révolution pour des raisons historiques : pénurie de produits et aussi de cadres, tentatives contre-révolutionnaires exigeant une économie de guerre, et une extrême centralisation des ressources et du pouvoir.

Mais si ce rôle gestionnaire légitime et nécessaire dans un "communisme de guerre", se perpétue au-delà de cette période,

cette propriété d'Etat qui a pu pendant la période d'assaut de la révolution, être la forme première de la propriété sociale des moyens de production, va s'en distinguer de plus en plus.

L'Etat, en effet, n'est pas une abstraction, il s'incarne en un groupe d'hommes : "La bureaucratie, écrivait Marx, possède la substance de l'Etat... il devient sa propriété"⁽¹⁾.

Dans un modèle du socialisme où la propriété sociale s'identifie de façon permanente avec la propriété d'Etat, le monopole de la gestion devient la spécialité, la profession d'un groupe social particulier.

Ses prérogatives essentielles sont :

1. Le monopole de la gestion de la propriété de l'Etat.
2. Le monopole de la décision politique, qui découle du précédent par la détermination des objectifs et des programmes.
3. Le monopole de l'utilisation des valeurs nouvellement créées, de la plus value.

Cette bureaucratie ne constitue pas une classe sociale, pour deux raisons fondamentales :

1°) elle n'a pas la propriété des moyens de production mais seulement sa gérance; et.

2°) cette gérance même n'est pas transmissible comme la propriété.

Il n'en demeure pas moins que cette assimilation de la propriété sociale à la propriété d'Etat, en particulier dans un Etat centralisé et bureaucratique, ne permet de résoudre de façon satisfaisante :

— ni une adaptation à la nouvelle révolution scientifique et technique qui requiert la participation la plus vaste, les initiatives créatrices et la responsabilité de tous;

— ni la désaliénation qui est l'objectif majeur du socialisme car, dans un tel système le travailleur est transformé une fois de plus en salarié, non plus d'un patron privé, mais de l'Etat.

L'élaboration d'un modèle différent exige d'abord une claire

(1) Karl Marx. Critique de la philosophie du droit de Hegel.

conscience du fait que la propriété d'Etat n'est qu'une forme parmi d'autres de la propriété sociale. Il est nécessaire, pour cela, de rappeler les composantes multiples du concept de propriété et du concept d'Etat.

1. La propriété, c'est d'abord le pouvoir de fixer les fins de la production : pour le profit, ou pour les besoins individuels ou sociaux, ou pour toute autre fin.

2. La propriété, c'est ensuite le pouvoir de fixer les méthodes, l'organisation, les rythmes du travail, d'assurer la gestion technique de l'entreprise.

3. La propriété, c'est la disposition du fruit du travail, c'est-à-dire l'appropriation de la plus-value, et la détermination de son usage et de sa répartition : consommation immédiate, investissements, etc.

4. La propriété, c'est le droit de "disposer en maître" de l'objet possédé, d'en user et d'en abuser, c'est-à-dire, s'agissant d'un moyen de production, de le détruire ou de le vendre pour le transformer entièrement en bien de consommation.

Le sujet de cette propriété peut être un individu isolé, un groupe, l'Etat (sous forme de capitalisme d'Etat ou de socialisme d'Etat) ou l'ensemble des travailleurs d'une société. Il peut exister aussi des formes mixtes, telle par exemple le "contrôle ouvrier" institué par Lénine qui, tout en laissant au patronat la propriété de certains moyens de production, excluait d'abord la destruction des moyens de production sous forme de dilapidation ou de sabotage, et contrôlait l'usage en recensant les quantités de marchandises produites, en orientant la production vers les besoins les plus urgents, en contrôlant aussi la gestion technique afin qu'elle assure les approvisionnements nécessaires et qu'elle respecte les conditions du travail; contrôle enfin de la répartition de la plus value par des interventions sur les prix ou par des taxations limitant les bénéfices.

Un nouveau "modèle" du socialisme peut naître ainsi.

Quelles sont les caractéristiques de ce "modèle" à partir des quatre critères, précédemment définis, de la propriété?

L'orientation de la production, à la différence du capitalisme, se fera non en fonction des profits mais en fonction des

besoins de la société, ce qui définit toutes les formes du socialisme. Mais, à la différence du modèle étatique et centraliste (soviétique) ces besoins ne seront pas définis "par en haut" par des directives centrales du Parti et de l'Etat, mais par le jeu du *marché* et des demandes qui s'y font jour.

En ce qui concerne la gestion technique, à notre époque, les technocrates, les ingénieurs, les techniciens, les experts, y jouent un rôle nécessairement important. Mais cela est une conséquence inéluctable de l'organisation de plus en plus scientifique de la production. Le seul problème est de savoir qui contrôle ces technocrates et ces techniciens et en fonction de quels critères et de quelles fins. Jusqu'ici les différents types de société existants ont apporté à ces problèmes des réponses qui peuvent se résumer à trois :

— dans les pays capitalistes, le contrôle et l'orientation sont exercés finalement par les propriétaires des moyens de production, c'est-à-dire par les grands monopoles;

— dans les pays socialistes de type étatique et centralisé, par l'équipe dirigeante du Parti et de l'Etat;

— dans les pays socialistes à la recherche d'un modèle fondé sur "l'autogestion", par les collectifs de travailleurs.

A ce dernier système l'on a objecté qu'en Yougoslavie, dans le Conseil ouvrier central des grandes entreprises, le nombre des ingénieurs et des experts est considérable. C'est un fait incontestable. Mais il convient de souligner d'abord qu'ils ont été *élus* à ce Conseil par les ouvriers eux-mêmes; ensuite qu'ils sont tenus *d'informer* l'ensemble des travailleurs et de les convaincre pour obtenir leur accord dans chaque décision importante (et que le collectif de travail peut exiger une information différente, voire contradictoire, d'experts extérieurs à l'entreprise); enfin cette information et ces discussions constituent un moyen d'éducation permanente qui élève le niveau technique et le niveau de culture de l'ensemble et permet par conséquent une participation croissante et une accession de tous aux fonctions dirigeantes.

D'une manière plus générale, le problème de la participation des travailleurs à la prise de décisions dont dépend leur destin,

est aujourd'hui le problème central de la recherche des modèles spécifiques du socialisme.

Je voudrais l'illustrer à partir de deux expériences, différentes et même opposées, de recherches de modèles du socialisme adaptés aux conditions spécifiques du pays : le modèle chinois et le modèle yougoslave.

Pour porter un jugement objectif sur le modèle chinois, il me semble nécessaire, pour un marxiste, de conserver les points de repère et les coordonnées fondamentales d'une analyse marxiste.

1) La révolution chinoise est essentiellement une révolution paysanne. Lénine, dès 1920, avait reconnu la possibilité d'un passage direct d'un régime féodal au socialisme, sans passer par l'étape du capitalisme et de sa maturation. Cela impliquait, ajoutait Lénine, une conception différente de l'Etat et du Parti. C'était reconnaître la légitimité d'un modèle spécifique.

En Chine, la logique de cette révolution paysanne, appliquée non plus à la stratégie de la prise du pouvoir mais à la construction du socialisme, a permis de réaliser l'accumulation primitive par des méthodes de mobilisation de la main d'oeuvre entièrement différentes de celles des pays occidentaux. D'abord parce que l'immensité du pays et de ses besoins exigeait que l'on inverse le modèle classique : industrialisation d'abord, collectivisation ensuite, et que l'on utilise au contraire le changement des rapports sociaux pour rendre possible l'industrialisation. L'on évitait en outre ainsi deux dangers : celui de remettre à plus tard l'autonomie alimentaire du pays, celui d'aggraver encore, et pour une longue période, l'opposition entre quelques combinats industriels géants et l'arrière pays agricole. La décentralisation était une condition vitale de la métamorphose de la Chine. La collectivisation de l'agriculture se fit grâce à une analyse différenciée des rapports de classe et des couches sociales à la campagne.

Quant à l'industrialisation, alors que le point de départ était très bas et en dépit des grandes erreurs qui conduisirent à des gaspillages (comme les hauts-fourneaux ruraux du "grand bond en avant"), elle se développa à un rythme extrêmement rapide : le taux de croissance se situe entre 9 et 14%. Les objectifs essentiels furent, au départ, la production d'outils, de machines agri-

coles et, surtout, de grandes quantités de pompes d'irrigation, puis d'engrais.

2) La conséquence première d'une telle orientation, c'est de mettre au premier plan - et souvent de surestimer - *les facteurs subjectifs*. La révolution culturelle semble, de ce point de vue, avoir visé à réaliser deux tâches essentielles :

D'abord, elle fut une tentative, dont on peut contester les moyens, pour combattre la cristallisation bureaucratique de l'appareil du parti, pour prévenir le risque d'un nouveau mandarinat où une nouvelle « autocratie du savoir » omnisciente et plus ou moins sclérosée, octroierait le socialisme aux masses "du dehors". Abolir en quelques années quelques millénaires du droit divin de la culture n'était pas simple. C'est pourquoi nous devons être prudents dans nos condamnations de ce séisme destiné à faire s'effondrer la mentalité médiévale, à faire sortir 700 millions d'individus d'une ornière de 2000 ans, et à mobiliser des énergies immenses pour rompre le charme des autorités mandarinales ou bourgeoises comme des prototypes étrangers. Mao courut le risque, pour écarter le danger, de faire appel aux masses, par-dessus le Parti lui-même. Cet appel aux masses était essentiellement un appel à la jeunesse dans un pays où, sur 700 millions d'habitants, la moitié, 350 millions a moins de 21 ans. Le Parti n'était pas considéré comme le seul facteur subjectif de la révolution. L'appel à l'initiative historique des masses était dans la tradition léniniste.

La deuxième tâche assignée à la révolution culturelle, plus vaste encore, était de suppléer au bas niveau des forces productrices et à l'insuffisance des conditions matérielles, par un développement de la conscience socialiste. Sans doute y a-t-il là une outrance volontariste et idéaliste, la croyance en la possibilité de créer un "homme nouveau" avant que ne soient réalisées les conditions objectives de cette transformation. Mais, là encore, nous sommes moins loin du marxisme qu'avec la conception mécaniste disant : créons les bases matérielles du socialisme et un homme nouveau en naîtra nécessairement ! S'il n'était pas possible d'éveiller un esprit révolutionnaire tant que l'ensemble des conditions objectives n'existent pas, peu de révolutions seraient possibles.

C'est un fait que "les Chinois ont changé", et que, dans un pays qui avait connu des millénaires de stagnation et de résignation, le Parti Communiste Chinois a réussi, dans une large mesure, à faire prendre conscience à des centaines de millions d'hommes et de femmes qu'il était en leur pouvoir de changer le monde existant, son ordre et ses hiérarchies. Il y a le "Livre Rouge" et son dogmatisme puéril, mais il y a aussi l'éducation télévisée et la conception très moderne, correspondant aux exigences de la nouvelle révolution scientifique et technique, de l'éducation conçue comme un secteur indépendant mais décisif de l'économie. De cette mutation, Chou En-lai disait, dès janvier 1956, dans son rapport sur les intellectuels, que c'était "une révolution dont l'importance dépasse de loin celle de la révolution industrielle liée à la vapeur et à l'électricité". Un plan de douze ans pour les projets de recherches à long terme fut élaboré cette année-là.

Depuis lors, en une dizaine d'années la Chine a accompli en même temps sa révolution industrielle et sa deuxième révolution scientifique et technique, celle qui correspond aux progrès de *l'automation et à l'utilisation de l'énergie atomique*, comme en témoignent, de façon spectaculaire, la fabrication de sa bombe H. et de ses missiles téléguidés. La percée scientifique a été réalisée dans de multiples domaines depuis la fabrication de l'insuline synthétique et de la benzine synthétique jusqu'à la séparation de la paraffine du pétrole par l'action de bactéries. Quelles que soient les outrances de la réalisation et le dogmatisme qui la parasite, la révolution culturelle ne peut être condamnée en son principe : elle n'a pas consisté seulement à liquider l'analphabétisme, et à diffuser un savoir déjà constitué et même canonisé; elle a contribué à inculquer à des millions d'hommes et de femmes une vision du monde "plus grande que soi" et une confiance sans limite dans le pouvoir de l'homme de changer le monde. Même si elle a été mystifiée dans les conditions propres à la Chine, une certaine distanciation critique nous permettra de considérer la révolution culturelle comme une étape difficile mais nécessaire de la réalisation du socialisme en Chine.

3) Les marxistes chinois ont posé un troisième problème fondamental : celui de *la pluralité des critères du développement*. En mettant l'accent, parfois d'une manière unilatérale sur les aspects *qualitatifs* et pas seulement *quantitatifs*, les communistes

chinois ont mis à l'ordre du jour la question d'une alternative aux sociétés (de type américain) fondées sur la croissance pour la croissance, sur une religion des moyens. L'exaltation d'une politique d'ascétisme et de frugalité est incontestablement liée à une situation spécifique de sous-développement, et elle a conduit, dans ses outrances, à donner du socialisme marxiste une image fautive : celle d'une collectivisation de la misère qui est aux antipodes de la pensée de Marx. Mais le principe de rechercher un type nouveau de consommation, de forger de nouveaux besoins, un autre modèle de civilisation qui ne soit pas basée seulement sur le confort individuel, est ainsi affirmé et c'est un problème que nous ne saurions éluder sans mutiler le socialisme d'une nécessaire réflexion sur ses fins.

Sans une réflexion profonde, critique, mais objective, scientifique, sur ces problèmes majeurs posés par la révolution chinoise, aucune réflexion n'est possible sur la diversité des modèles du socialisme.

Il en est de même pour l'expérience d'un modèle du socialisme d'autogestion qui se développe par exemple en Yougoslavie ou en Algérie.

Dès 1948, la révolution était menacée de déformations bureaucratiques. La Yougoslavie à son tour faisait une dure expérience : le socialisme ne peut se réduire à une recette pour réaliser l'accumulation primitive sans perdre sa signification humaine. La nécessaire socialisation de la production permet de mettre fin à l'exploitation capitaliste. Mais l'hypertrophie de l'appareil d'Etat et sa structure centralisée, bureaucratique et autoritaire, laissent subsister, même après qu'ait été abolie l'exploitation capitaliste, une aliénation de la classe ouvrière, contraire au principe même du socialisme qui n'est pas seulement une forme d'organisation des rapports de production, mais aussi, à partir de ces rapports nouveaux qui en sont le moyen, une libération des travailleurs de toutes les formes d'aliénation, un plein épanouissement de l'homme et de tout homme, qui est la fin dernière du socialisme.

Mais cette contradiction était masquée, au départ, par l'urgence des premières tâches de restauration et d'accumulation primitive.

Il arriva que se firent jour, dans la profonde remise en question du modèle centralisé, des tendances égalitaristes, anarchisantes; c'est un fait incontestable. Il se trouva même des théoriciens pour exalter sans mesure, dans un esprit libertaire et proudhonien, les vertus de la pure spontanéité.

Mais la conclusion générale qui se dégagait fut de revenir à l'enseignement de Lénine par delà l'image du léninisme codifiée par Staline.

L'on rappela comment Lénine avait toujours distingué les mesures transitoires, imposées par une situation de guerre, de détresse ou d'état de siège, de ce qui découlait des principes.

Les textes fondamentaux sur le "contrôle ouvrier" furent étudiés systématiquement. L'on écouta de nouveau Lénine disant devant le III^e Congrès des Soviets, en janvier 1918, à propos de l'édification de la nouvelle économie socialiste : "En introduisant le contrôle ouvrier, nous savions qu'il ne pourrait être de sitôt étendu à toute la Russie, mais nous voulions montrer que nous ne reconnaissons qu'une seule voie, celle des transformations venant d'en bas, où les ouvriers eux-mêmes élaborent à la base les nouveaux principes du système économique... Nous savons très bien que notre tâche est difficile, mais nous affirmons que celui-là seul est socialiste, dans la pratique, qui s'y attaque en s'en remettant à l'expérience et à l'instinct des masses laborieuses. Elles commettront maintes erreurs... Les ouvriers et les paysans n'ont pas encore suffisamment confiance en leurs propres forces; une tradition séculaire les a trop habitués à attendre les ordres d'en haut... L'intelligence de dizaines de millions de créateurs fournit quelque chose d'infiniment plus élevé que les prévisions les plus vastes et les plus géniales"⁽¹⁾.

"Nous devons offrir aux masses populaires une entière liberté de création"⁽²⁾.

"Le socialisme n'est pas le résultat de décrets venus d'en haut. L'automatisme administratif et bureaucratique est étran-

(1) Lénine. Oeuvres, t. 26, p. 489 à 496.

(2) Ibidem, p. 269.

ger à son esprit ; le socialisme vivant, créateur est l'oeuvre des masses populaires elles mêmes"⁽¹⁾.

«Le contrôle ouvrier est exercé par tous les ouvriers et tous les employés de l'entreprise, soit directement si l'entreprise est assez petite pour que ce soit possible, soit par les représentants élus immédiatement dans des assemblées générales"⁽²⁾.

Tel est le point de départ des réflexions des communistes yougoslaves sur l'élaboration d'un modèle de socialisme fondé sur la participation la plus large des travailleurs à la prise des décisions, et qu'ils ont appelé, par opposition au modèle centralisé, le modèle fondé sur l'autogestion des travailleurs.

Le socialisme fondé sur l'autogestion, comme le soulignent volontiers, aujourd'hui encore, les communistes yougoslaves, n'est pas une réalité achevée; c'est encore, pour une large part, un programme, une orientation. Sa pleine réalisation se heurte encore à maints obstacles, obstacles objectifs dont le principal est la nécessité de surmonter un lourd héritage de sous-développement, obstacles subjectifs aussi dont le principal est la nécessité de lutter sans cesse soit contre les tendances libertaires, désagrégatrices, soit contre les survivances de la mentalité bureaucratique, autoritaire et la nostalgie des commodités du style de direction stalinien.

Mais l'orientation, depuis vingt ans, demeure. Elle inspire le travail théorique et les mesures pratiques essentielles.

Les communistes yougoslaves commencèrent la transformation du modèle socialiste en prenant une série de mesures pour *endiguer et inverser* la tendance à l'étatisation de la société, qui conduisait, comme l'avait montré Lénine, à substituer le Parti et l'Etat à la classe ouvrière et à construire le socialisme *pour* elle et non *par* elle.

La première mesure en ce sens fut prise au début de 1950 : la croissance de l'appareil d'Etat fut stoppée par la suppression d'environ 100.000 postes de fonctionnaires.

(1) Ibidem, p. 300.

(2) Lénine. «Projet de règlement sur le contrôle ouvrier», novembre 1917. Oeuvres, T. 26, p. 284.

La deuxième mesure et qui engageait un processus irréversible, mit fin à la confusion entre propriété sociale et propriété d'Etat; par la loi du 27 juin 1950 la *gestion* des usines fut remise aux ouvriers.

Dès lors, le "tournant" vers l'autogestion était pris.

Trois idées maîtresses allaient dominer toute l'évolution ultérieure du système :

1. La propriété d'Etat doit devenir propriété sociale gérée non à partir d'un centre unique tenu pour omniscient, mais par l'ensemble des producteurs directs et des travailleurs : l'on passait ainsi de la conception centralisée du plan à une conception faisant de plus en plus confiance aux initiatives de la base.

2 De l'économie, cette forme nouvelle devait gagner l'ensemble des rapports sociaux. Le "dépérissement" de l'Etat, prévu par Marx et Lénine, ne pouvait être indéfiniment ajourné sans quoi les cellules de base de la société n'avaient pas de vie propre et n'étaient que des instruments d'exécution du "centre" tout puissant d'où émanaient toutes les directives. En ce domaine, comme en tous les autres devait commencer la *grande inversion* substituant à l'Etat bureaucratique centralisé un système d'autonomie dans lequel des millions d'hommes prennent les décisions dont dépend leur destin.

3. Le Parti doit se distancier de l'appareil de l'Etat pour ne pas devenir un organe de l'exécutif et pour être vraiment l'expression de toute la classe, conscience théorique de la classe, ayant pour mission essentielle non de donner des directives mais d'éveiller et de coordonner les initiatives.

C'était une longue marche et difficile car le meilleur terrain pour la pleine réalisation du modèle d'un socialisme d'autogestion c'est un état des forces productives où la révolution cybernétique aura déployé toutes ses conséquences et où le « travailleur collectif » (dans l'unité indivisible de son travail manuel et intellectuel) pourra maîtriser sa production de manière consciente et autonome.

Ces deux conditions, en 1969, ne sont pas réalisées en Yougoslavie, et elles l'étaient moins encore en 1950. Il a donc fallu, comme autrefois Lénine, inverser un schéma théorique : de même

que Lénine n'avait pas hésité à inverser l'ordre « idéal » : maturité économique puis prise du pouvoir politique, et avait d'abord changé les rapports sociaux et politiques pour pousser ensuite le développement des forces productives et la maturation économique, de même les communistes yougoslaves, sur une base matérielle encore faible, ont fait confiance au mouvement autonome des travailleurs manuels ou intellectuels qui apprenaient ainsi à participer de plus en plus effectivement à la prise de décision.

Le passage de la propriété d'Etat, qui engendre la prolifération d'une couche bureaucratique, à une propriété sociale par l'ensemble des travailleurs, était la condition première de la métamorphose. Car la démocratie socialiste ne peut exister lorsque la classe ouvrière est formellement au pouvoir mais lorsqu'elle est en fait privée du droit principal de toute classe dominante : la disposition de la plus-value du travail social.

Si ce droit demeure le monopole d'un appareil bureaucratique centralisé, la classe ouvrière dans sa masse est dans une situation de dépendance et d'aliénation. Toutes les institutions, même celles qui sont apparemment les plus démocratiques, revêtent alors une fois de plus, comme dans la démocratie bourgeoise, un caractère « formel ».

Selon le principe de l'autogestion, en Yougoslavie, le producteur est le sujet de tous les droits. Il doit, dit la Constitution (article 10), décider « aussi directement que possible », non seulement des conditions du travail, mais de la répartition des revenus, de la plus value.

Comme dans le projet de Lénine sur le contrôle ouvrier, dans les petites entreprises (jusqu'à 30 ouvriers) le Conseil ouvrier est constitué par l'ensemble des travailleurs. Dans les grandes entreprises il est composé de membres élus par l'ensemble du personnel, tout ouvrier ayant d'ailleurs le droit d'assister aux réunions du Comité. Personne n'a le droit d'être élu deux fois de suite au Conseil, afin d'assurer par rotation, une participation maxima.

Les travailleurs décident eux-mêmes de leur politique de production. Ils héritent ainsi effectivement des droits des véritables propriétaires des moyens de production. La seule « règle

du jeu » est qu'ils ne peuvent détruire les moyens de production (sauf pour les remplacer par de plus perfectionnés) et qu'ils ne peuvent, en tant que groupe, exploiter d'autres travailleurs : quiconque vient travailler dans l'entreprise a tous les droits des travailleurs de cette entreprise.

Sous ces deux réserves le collectif de travail décide de la nature, du volume et de la qualité des produits, et, les obligations envers la société globale étant remplies, de la répartition des bénéfices (investissements, taux des salaires, etc).

L'efficacité du système est telle que, pour l'élévation du produit national brut par tête d'habitant, pour les années 1960-1966, la Yougoslavie, avec la Roumanie, arrive en tête de tous les pays socialistes (y compris l'U.R.S.S.)⁽¹⁾. En ce qui concerne les comparaisons avec les pays capitalistes, l'élévation de la productivité du travail, dans l'agriculture comme dans l'industrie, a été telle que la Yougoslavie est le premier pays socialiste qui ait pu, — non sans difficultés, c'est vrai, — mais qui ait pu néanmoins tendre à réaliser la convertibilité de sa monnaie avec celle des pays capitalistes.

L'on se demande parfois si les travailleurs, ayant le droit de disposer librement de la plus-value créée (ce qui est le principe de base de l'autogestion) n'ont pas tendance à la « manger » en salaires au détriment des investissements et de la croissance. Il en serait probablement ainsi dans un système capitaliste ou dans un système socialiste centralisé et bureaucratique, où il n'y a pas de lien économique direct entre l'effort consenti et les avantages acquis pour l'avenir puisque, dans le premier cas, c'est le patron qui dispose de la plus-value et que, dans le deuxième cas cette plus-value est englobée dans la masse anonyme et lointaine gérée par l'Etat. Mais lorsque le revenu personnel dépend directement, et de façon tangible, du revenu de l'entreprise, ce revenu étant fonction directe des possibilités de production et de l'équipement moderne de l'entreprise, les investissements deviennent pour eux aussi importants que le revenu direct. Il ne s'agit nullement ici d'une vue théorique car le nom-

(1) Source : Yearbook of National Accounts Statistics. Nations Unies 1967.

bre de faillites dues à l'insuffisance de l'accumulation et des investissements est tout-à-fait minime pour l'ensemble de la Yougoslavie.

Que des problèmes, des contradictions même, existent, c'est incontestable. Ce qui est d'ailleurs caractéristique du « climat intellectuel », en Yougoslavie, c'est que les dirigeants eux-mêmes attirent l'attention de l'observateur sur les difficultés et les insuffisances .

En Yougoslavie, à l'heure actuelle, l'autogestion arrive au terme de sa phase de décentralisation, et elle aborde une étape nouvelle, celle de l'intégration. Ce mouvement les communistes yougoslaves entendent l'opérer selon les principes de l'autogestion, c'est-à-dire non pas par des directives d'en haut mais en fonction des lois économiques objectives et des besoins effectivement éprouvés par les producteurs eux-mêmes.

En ce qui concerne les lois économiques objectives toute intégration n'est pas nécessairement fructueuse : la concentration de plusieurs ateliers d'artisans ne constitue pas une usine. Les nouvelles unités doivent naître d'une nécessité économique.

Quant aux producteurs il faut, pour qu'ils acceptent l'intégration de leur entreprise dans un ensemble plus vaste (intégration toujours décidée par voie de referendum de l'ensemble des travailleurs concernés), que ce changement améliore à court terme ou à long terme leurs conditions de travail et leurs conditions de vie.

C'est dire que les problèmes théoriques et pratiques de la planification et de l'intégration, permettent de participer pleinement à la nouvelle révolution scientifique et technique et d'opérer, dans l'ensemble des rapports humains les mutations qu'elle implique, se posent en Yougoslavie, dans la perspective de l'autogestion.

Nous avons voulu seulement esquisser les grands traits de modèles du socialisme existant, notamment ceux de l'Union Soviétique, de la Chine, de la Yougoslavie.

Il ne s'agissait ici ni de faire l'apologie d'aucun d'eux, ni d'en faire non plus la critique, mais de comprendre les conditions historiques de la formation de chacun, le rapport entre

les structures et les cultures antérieures et les caractéristiques spécifiques de chaque modèle.

J'ai fait ce travail, d'une manière plus détaillée, dans trois livres, au cours de ces dernières années, pour que cette étude comparative nous aide, nous français, à élaborer le modèle spécifique de socialisme correspondant aux exigences de notre passé, au plein épanouissement de notre nation, aux aspirations de notre peuple, au contexte international présent.

Aucun modèle étranger n'est directement importable pour un autre pays : ni l'Union Soviétique, ni la Chine, ni la Yougoslavie ne sont l'avenir de la France, pas plus qu'elles ne sont l'avenir de l'Egypte, mais leurs riches expériences de la construction du socialisme, leurs difficultés, leurs erreurs même comportent pour nous de profonds enseignements.

L'essentiel est d'en aborder l'examen sans dogmatisme, en n'oubliant jamais que le socialisme scientifique et militant est à la fois la science et l'art de découvrir le possible à partir de la réalité et des contradictions spécifiques de chaque pays et de chaque époque. Comme disait Lénine : ce n'est pas un dogme mais un guide pour l'action.